

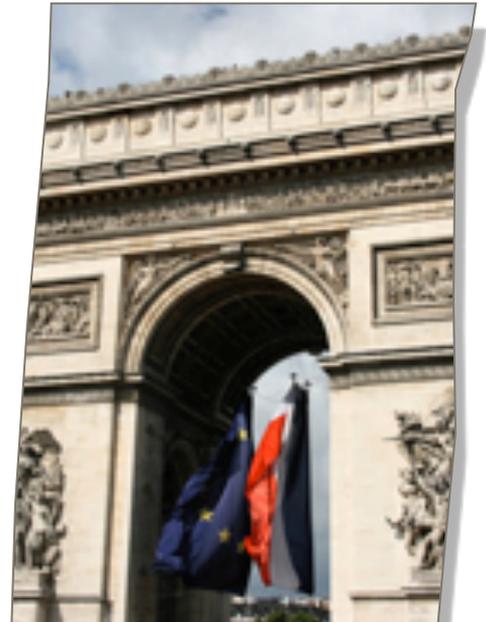
LA PRESSE EN REVUE...



JEUDI 29 MAI 2014

SOMMAIRE

- 1) Il rétrécit
- 2) Elle doute de la « sincérité »
- 3) Le chômage explose
- 4) Il écope sa barque
- 5) Ils doivent sortir de l'ombre...



G.Diez La Presse en Revue

I) François Hollande, un président qui rétrécit



Allocution présidentielle, lundi 26 mai, au lendemain de la défaite aux élections européennes. © (Elysée)

Son allocution au lendemain des européennes en est une nouvelle illustration. La chronique du hollandisme se donne à lire comme une suite incohérente de contre-performances, une succession de couacs, de tête-à-queue idéologiques, de télescopes entre la vie privée et la vie publique, de trahisons et de scandales d'État. Ce n'est pas seulement à la chute de la maison Hollande que nous assistons mais aux derniers jours de la Ve République.

Pendant sa campagne de 2011-2012, François Hollande avait beaucoup maigri. Depuis deux ans, c'est un président qui rétrécit. Il rétrécit la politique. Il rétrécit la gauche. Il rétrécit la France. Jusque-là, les sondages en donnaient une vague idée ; les élections municipales et européennes viennent d'en montrer l'étendue. La politique est discréditée, la gauche, divisée comme jamais, la France désorientée.

En deux ans, l'homme maigre de 2012 a repris du poids. Il craque à nouveau dans ses coutures. C'est sa stature présidentielle qui ne cesse de s'effiloche. Le candidat « allégé » des primaires est devenu un président plombé par l'impopularité. Il avait fait de sa diète spectaculaire une preuve de sa volonté d'être candidat. Sa chute dans les sondages compromet chaque jour davantage sa capacité à se représenter.

Il a déçu ses soutiens et conforté ceux qui le combattaient. Il a trahi ceux qui l'ont élu et mobilisé ses opposants. Il a dispersé la gauche (« les sept gauches » devrait-on dire), et favorisé une recombinaison inédite de la droite (« la droite pour tous »). L'abstention atteint des sommets. La gauche est à son plus bas niveau historique sous la Ve République. La France, en proie à ses vieux démons, s'enfonce dans la régression.

On peut invoquer toutes sortes de raisons pour expliquer cette situation, la principale étant l'orientation politique suivie par le gouvernement contrairement aux engagements pris pendant la campagne, au contrat noué avec les Français au moment de l'élection. De ce point de vue, la déception des électeurs socialistes est à la mesure des réformes ajournées : réforme du traité européen de stabilité budgétaire, taxe à 75 % des hauts revenus, réforme bancaire, réforme fiscale

transformée en pause fiscale, droit de vote des étrangers, récépissés pour les contrôles policiers... Des batailles perdues parfois sans combat et parfois sans ennemis déclarés ou face à des ennemis imaginaires, des fantômes d'ennemis, fabriqués et agités par les médias.

Le discrédit qui frappe François Hollande à mi-mandat ne se résume pas à une liste de promesses non tenues, ni même à l'absence de résultats économiques en matière de croissance, de chômage. L'écart entre les discours de la campagne et l'orientation politique n'est devenu explicite qu'au début de l'année 2014, avec l'annonce du pacte de responsabilité. Son discrédit est bien plus ancien ; il date des premiers mois de son mandat.

Dès l'automne 2012, la presse n'a pas eu de mots assez durs pour dénoncer l'amateurisme de l'exécutif, le défaut de communication ou de cap, bref l'absence d'un récit structurant qui serait le péché originel du hollandisme. C'est en effet l'illusion fréquente des communicants, qui appliquent à la vie politique les recettes du marketing. L'identification avec un président de la République n'est pas simple « connexion » avec une marque. C'est un enjeu symbolique complexe, qui dépend du succès ou de l'échec d'une série de performances : la cohérence du récit politique, le système de métaphores utilisé, le contrôle de la réception et de la diffusion de ce récit sur les réseaux sociaux. C'est une bataille qui oppose des forces sociales, des institutions, des narrateurs sur une scène – la médiasphère – où chacun intervient, usant d'un langage de persuasion.

Le modèle est ici moins le feuilleton ou la série TV que le jeu vidéo avec ses « plateaux ». L'acteur politique traverse une série d'épreuves ou de tests au cours desquels il perd des points « de vie » ou de popularité dans les sondages. Il dispose pour cela d'un crédit, c'est-à-dire d'un capital initial de sympathie qui va diminuer pendant l'exercice du pouvoir, mais qui ne doit jamais s'épuiser complètement.

Ce champ de bataille est autant une affaire de conviction et de courage que de communication, c'est une arène politique, un champ de bataille idéologique et culturel. C'est le dissensus au cœur de la démocratie. Quand la trahison gagne les états-majors, que les troupes désertent et que le défaitisme s'empare des populations, les fins se perdent, la démocratie dégénère en manœuvres, en intrigues, en complots. Le récent remaniement

en fut l'épilogue navrant. Il est le résultat d'une série de batailles symboliques perdues, au cours desquelles le président est apparu de moins en moins "en contrôle", au point de se voir imposer le choix de son premier ministre.

Plutôt que des séquences qui se suivent et s'enchaînent de manière linéaire, la chronique du hollandisme se donne à lire comme une suite incohérente de contre-performances, une succession de couacs, de décisions sans lendemain, de tête-à-queue idéologiques, de télescopages entre la vie privée et la vie publique, de trahisons et de scandales d'État, comme la ténébreuse affaire Cahuzac qui condense tous les éléments d'une crise générale de crédibilité de la parole publique. Ainsi peut-on décrire le demi-mandat de François Hollande comme une série de coups performatifs ratés qui sont comme les étapes successives de son discrédit.

1. L'épreuve des mots

Le premier plateau que doit traverser l'acteur politique, c'est le champ lexical. Un véritable champ de bataille, qui a pour enjeu le contrôle des mots. Si vous cédez sur les mots, disait Freud, vous cédez sur les choses. Si vous voulez changer les choses, il faut savoir changer les mots. Face au cryptage néolibéral des enjeux de la crise, forger une nouvelle « lingua franca » politique n'est pas chose aisée. Les éléments de langage n'y suffisent pas.

Dès les premiers mois de son mandat, François Hollande s'est fondu dans un univers lexical de droite (« coût du travail », « compétitivité », « charges sociales », attractivité des investissements étrangers), un ralliement que le ministre de l'économie, Pierre Moscovici, qualifia de « révolution copernicienne ». À l'automne 2013, l'introduction dans le débat public de l'expression « pause fiscale » rendit évidente l'influence des thèses néolibérales sur le gouvernement. C'est une version française du fameux « tax relief » (« soulagement d'impôt ») des républicains après l'élection de George Bush. En « soulageant » la nation des impôts, la fiscalité était identifiée à un fléau ou à une maladie et le président Bush à un médecin capable de soulager la nation de ses maux.

Avec Manuel Valls, nouvel ordonnateur de la grande « pause fiscale ». © (Elysée)



En parlant de pause fiscale, le gouvernement accréditait l'idée d'une pression excessive de l'impôt et lui donnait une connotation négative au lieu d'insister sur sa signification redistributive.

Pris dans des filets rhétoriques tissés depuis trente ans par la révolution néolibérale, le gouvernement s'est trouvé dans la situation de ces élites colonisées contraintes de traduire leur expérience dans la langue du colonisateur, une forme d'acculturation néolibérale. Cette acculturation s'est manifestée tout au long du mandat, elle s'est aggravée d'une conférence de presse à l'autre, jusqu'à accréditer un tournant social-démocrate qui n'était qu'une reddition néolibérale qualifiée de « pacte de responsabilité ».

2. La guerre des récits

Dès l'automne 2012, ceux qui reprochaient à Nicolas Sarkozy son storytelling permanent ont pris pour cible l'incapacité de François Hollande à raconter une histoire, l'absence d'un récit cohérent. En vérité, si le cap politique choisi par le président manquait de lisibilité, ce n'était pas faute d'un récit cohérent mais par excès de récits contradictoires.

Un simple examen des discours et des déclarations du gouvernement au cours des six premiers mois du mandat de François Hollande fait apparaître au moins deux lignes narratives, déclinées en plusieurs variantes selon les auditoires et les circonstances. Le premier de ces récits – l'appel au « patriotisme économique » – est un récit de guerre qui s'inscrit dans un champ lexical cohérent : « bataille », « front », « bras armé », « puissance ». Le deuxième de ces récits, c'est « l'épopée des inventeurs », qui évoque un nouvel âge industriel dont les héros seraient les ingénieurs, les techniciens, les créateurs.

La geste guerrière constitue ce qu'on pourrait appeler le moment « Iliade » de l'épopée du changement. Il permet d'afficher la détermination de l'État, de mobiliser l'opinion en désignant un ennemi, de réveiller et de stimuler l'orgueil national. L'« épopée des inventeurs », c'est le moment « Odyssée » du changement. Il exalte le génie français et les grandes aventures industrielles du passé (Ariane, Airbus et le TGV). Il met en scène l'ingénieur Gallois, Ulysse moderne aux mille expédients, capable d'affronter tout à la fois la baisse de compétitivité, la désindustrialisation et la concurrence déloyale des Chinois et des Coréens.

Tout oppose bien sûr la geste guerrière, d'inspiration néolibérale, et l'épopée de l'ingéniosité, dans sa version néorooseveltienne. Mais il y a d'autres versions de chacun de ces récits, ce qui multiplie les combinaisons et les contradictions possibles. La notion de « patriotisme économique » est à l'origine un thème de droite d'inspiration néolibérale. Mais elle existe aussi en version néokeynésienne, celle d'Arnaud Montebourg par exemple, qui cite souvent « La fin du laisser-faire » de Keynes à l'appui de ses thèses protectionnistes. Quant à l'épopée des inventeurs, elle se décline elle aussi en deux variantes. L'une, néolibérale, exalte le rôle de l'entrepreneur privé en butte aux interventions tatillonnes de l'État ; l'autre, néorooseveltienne, défend le rôle de l'État dans le redressement productif et inspire un colbertisme new look, participatif, voire coopératif.

Faute de choisir entre ces différentes lignes narratives, le gouvernement a multiplié les lapsus, les couacs et les équivoques. On ne peut être à la fois Achille et Ulysse, a fortiori Reagan et Roosevelt. Or ces deux postures cohabitent dans le discours des ministres, et même chez le seul ministre du redressement productif. Parfois c'est l'une qui prend l'ascendant sur l'autre. Depuis le remaniement, elles ont fusionné, donnant naissance à un hybride affreux, qui parle la novlangue – le Vallsebourg –, amalgame de discours sécuritaire et de patriotisme économique, accouplement républicain de la matraque et de la marinière.

3. La trahison des images

La télévision par câble et l'explosion d'Internet ont imposé une forme de téléprésence des gouvernants et substitué à l'incarnation de la fonction, la surexposition de la personne des

présidents.

Dès sa prise de fonctions, les images à l'Arc de triomphe du nouveau président trempé sous la pluie, les lunettes embuées, le visage ruisselant constituaient l'anti-portrait d'un président en majesté... La photo officielle du président réalisée par Raymond Depardon est venue confirmer la contre-performance de la cérémonie d'investiture. Le photographe de la France rurale et des gens simples réalisa le portrait d'un président non plus simplement normal mais banal, un « monsieur Tout-le-Monde » égaré dans les jardins de l'Élysée, figé, les bras ballants, un sous-préfet aux champs.



Dans les palais de la monarchie républicaine. © (Élysée)

Cette image est en contradiction avec le décorum monarchique lié à l'exercice de l'État. Un conseiller à Matignon observait qu'il est « extrêmement difficile » pour la gauche de gouverner la France dans un « décor de droite : des hôtels particuliers, entourés de gardes républicains, avec des huissiers qui ont des chaînes, dans des escaliers en marbre, et des bureaux couverts d'or et de miroirs, ces hôtels qui ont appartenu soit à la Pompadour, soit au prince de Monaco, etc. »

Arrivé à Matignon en pleine affaire Cahuzac, ce même conseiller doit trouver un lieu pour que le premier ministre fasse une déclaration. « J'allais de bureaux en salons, et je ne voyais que de l'or, du stuc, des tableaux de maître... Et je me disais "où trouver un décor de gauche ?". On ne va pas y arriver. J'ai fini par choisir un salon ouvert sur le parc et les jardins. »

L'image présidentielle se joue sur deux scènes concurrentes. L'une, traditionnelle, est celle du protocole. L'autre, transmédiatique, est celle de l'opinion. Le nouvel élu doit se conformer aux

règles de ces deux ordres que tout oppose : un pied dans la théâtralité du pouvoir, l'autre dans la télé réalité, l'un sur la scène monarchique, l'autre sur les réseaux sociaux. Il doit épouser la majesté institutionnelle et la proximité transmédiatique. L'étiquette et le Selfie. Ainsi se trouve-t-il placé dans une situation inconfortable : proche et lointain, souverain et accessible. Sous les ors de l'Élysée, le président s'étire, se hausse jusqu'à la fonction, mais il doit aussi rester proche des gens. On le siffle, on le houspille ; il se prête à la ferveur de ses fans, signe des autographes, serre des mains, se fait photographier à leurs côtés.

Nicolas Sarkozy transgressait l'étiquette. Il fit entrer le smartphone et le jogging à l'Élysée. François Hollande, lui, est piégé par le dispositif. Nulle volonté de transgression chez lui, c'est l'acte manqué qui domine. Tout son mandat n'est qu'une succession d'erreurs de catégorie. De la rue du Cirque au cireur de chaussures d'Aquilino Morelle, il est trahi par les images.

Cela éclata au grand jour lors du dialogue mis en scène par les chaînes d'info entre un président en exercice intervenant de l'Élysée et la jeune Leonarda, une lycéenne expulsée avec sa famille au Kosovo. Ce fut plus manifeste encore avec les photos volées du président à la une d'un tabloïd, le visage dissimulé sous un casque intégral rendant visite à sa bien-aimée, juché sur un scooter. Loin de la mise en scène de la visite de Nicolas Sarkozy et de Carla Bruni à Disneyland, qui relevait du conte de fées ou du genre de l'idylle, les photos volées de la rue du Cirque révélaient une situation vaudevillesque typique, le dévoilement d'un jeu de ménage à trois, avec le mari volage qui est démasqué alors même qu'il apparaît le visage masqué sous un casque intégral. Un jeu de dupes à double détente, au cours duquel le trompeur masqué est démasqué, le dupeur est dupé par son stratagème, le simulateur confondu par le complot ou l'agencement des images.

Il en est de même de la désastreuse image, et qui n'est que mentale celle-là, du conseiller du président, Aquilino Morelle, se faisant cirer les chaussures sous les ors de l'Élysée. À la différence de Barack Obama, que le photographe Pete Souza met en scène jusque dans sa vie privée, François Hollande est constamment piégé par les images. Ce que l'iconographie de la présidence nous donne à voir, ce n'est pas l'image d'une autorité mais la dispersion aléatoire des images et des signes d'autorité.

4. Le démenti des chiffres

Celui qui fut auditeur puis conseiller référendaire à la Cour des comptes, avant de devenir le secrétaire de la commission des finances à l'Assemblée nationale, s'est employé pendant de longues années à cultiver sa crédibilité de gestionnaire. Par chance pour lui, c'était le moment : depuis la crise de 2008, l'électorat tournait le dos aux excès du néolibéralisme et se choisissait des leaders plus rassurants que Berlusconi, Bush ou Blair. Un ethos de crise que Karl Lagerfeld sigla en 2009 avec sa collection : « une nouvelle modestie ». En politique, cela donna le nouveau look : « comptable à lunettes ». Budget en équilibre. Président équilibré. Après Berlusconi, Monti en Italie. Après Zapatero, Rajoy en Espagne. Après Sarkozy, Hollande en France.

Comme un pilote privé de visibilité qui vole aux instruments, Hollande gouverne aux chiffres. C'est sur eux qu'il demande à être jugé. Réduire la dette. Maîtriser la dépense. Emprunter à taux bas. « Ce que j'ai appris, a-t-il déclaré le 4 mai 2014 au Journal du Dimanche, c'est que la France compte si elle a de bons comptes. » Ce fétichisme des chiffres a fini par s'épanouir en une véritable pensée magique, avec la prophétie de l'inversion des chiffres du chômage avant la fin de l'année 2013.

« Faire une telle prévision, c'était s'exposer au démenti des chiffres, constate un ex-conseiller à Matignon. Quand on annonce à l'avance qu'un truc va se passer et que rien ne se passe, on perd toute crédibilité. Et quand bien même il se passerait quelque chose, les gens n'y croient plus, ils crient à la manipulation des chiffres. Les mois suivants, les chiffres ont été mauvais, nous obligeant à publier des éléments de langage de plus en plus psychotiques... La promesse de l'inversion de la courbe du chômage s'est retournée contre le président, elle est devenue l'inverse d'une promesse, c'est-à-dire un mensonge ou plus exactement la promesse d'un mensonge. »

5. La bataille des valeurs

Depuis l'effondrement du communisme et la fin des grands récits émancipateurs, les socialistes conçoivent la politique comme un théâtre moral où s'affrontent des « valeurs ». Qu'il s'agisse du social ou du sociétal, de l'économie ou de la diplomatie, ils se sont institués en ardents

défenseurs des « valeurs » : humanisme, laïcité, droit d'ingérence, honnêteté, rigueur comptable, etc. Voilà l'ADN du hollandisme. C'était l'enjeu central de l'élection présidentielle, le terrain d'affrontement choisi par François Hollande avec l'ex-président Sarkozy – les valeurs – dont il fit l'éloge et l'inventaire dans l'interminable anaphore du débat de second tour.

Le président normal promettait un retour au fonctionnement normal des institutions. Il proposait un exercice décent du pouvoir (tout à la fois modeste, intègre, et « moral ») qui s'opposait à l'indécence supposée de l'ancien président (son rapport décomplexé à l'argent, son égotisme et son absence de scrupules). L'apologie de la rigueur morale coïncidait avec le programme de rigueur budgétaire et d'austérité qui repose, comme l'a écrit Paul Krugman, sur « une pièce morale, une fable où la dépression est la conséquence nécessaire de péchés préalables, en conséquence de quoi il ne faut surtout pas l'alléger ».



Avec Aquilino Morelle, le 13 février, à San Francisco. © (Elysée)

C'est cette construction mythologique qui a volé en éclats avec l'affaire Cahuzac. Que celui qui était chargé de la lutte contre l'évasion fiscale dissimule un compte en Suisse et un montage de comptes à Singapour a soudain réduit à néant tous les discours sur l'impartialité de l'État, sur l'équité des efforts exigés de chacun.

« C'est le traumatisme du quinquennat ! affirme un conseiller ministériel. Cahuzac a rendu possible une connexion entre des wagonnets qui auraient mieux fait de ne pas s'accrocher ensemble. Premier wagonnet : celui de la gauche et l'argent. Deuxième wagonnet : la gauche social-traître. Un court-circuit qui se produit au pire moment de la politique d'austérité, provoqué par celui-là même qui est chargé de demander des efforts aux Français ! »

Les derniers jours de la Cinquième République

L'impopularité de François Hollande ne peut être uniquement attribuée, comme l'équipe au pouvoir s'acharne à le croire, à l'absence de résultats de sa politique. Elle atteint des niveaux inégalés qui menacent sa légitimité.

S'il est dans l'essence même du pouvoir de se donner à lire comme une intrigue, d'exciter la curiosité, de retenir l'attention, ce n'est pas l'exercice du pouvoir qui intrigue chez François Hollande, deux ans après sa prise de fonctions, mais son impossibilité à l'exercer, non pas les mystères de son incarnation présidentielle, mais son incapacité à assumer la fonction présidentielle, non pas la figure de la souveraineté, mais l'insouveraineté de la figure présidentielle...

L'exercice du pouvoir présidentiel sous la Ve République apparaît plus problématique que jamais. L'instauration du quinquennat et l'inversion du calendrier électoral ont redistribué les pouvoirs entre les deux têtes de l'exécutif. Les chaînes en continu exposent la fonction présidentielle à une téléprésence de tous les instants, hyperprésence plutôt qu'hyperprésidence, qui a eu pour effet de banaliser la figure du président et de décrédibiliser durablement la parole publique... La souveraineté de l'État fuit de partout. La désacralisation de la fonction atteint des niveaux inégalés, rendue sensible et obtenue par le passage du protocole à la performance, du secret à la téléprésence, de la rareté à la proximité de la parole présidentielle ; bref, de l'incarnation de la fonction à la surexposition de la personne.

L'impopularité de François Hollande est un effet de structure qui ruine à terme non pas seulement le statut présidentiel et ses représentations symboliques, mais la fonction présidentielle. C'est ce qui rend le demi-mandat de Hollande si fascinant à observer et si inquiétant. On y voit se décomposer pièce par pièce toute l'architecture de la Ve République. C'est une déconstruction lente, invisible à l'œil nu, masquée par l'enchaînement intrigant des épisodes.

Au prisme de cette descente aux enfers du hollandisme, se donne à lire un véritable processus de décomposition des institutions de la Ve République. Ce n'est donc pas seulement à la chute de la maison Hollande à laquelle nous

sommes conviés, mais aux derniers jours de la Ve République, qui joue à guichets fermés ses dernières représentations.

mediapart.fr

II) Recettes fiscales : la Cour des comptes doute de la «sincérité» de Bercy

Boris Cassel



ARCHIVES. Un rapport de la Cour des comptes sur le budget 2013 de l'Etat sème le trouble en mettant en doute la «sincérité» des prévisions de Bercy en matière de recettes fiscales. | LP

Pour pouvoir afficher une prévision de déficit public sous la barre des 3% de PIB dès le début du quinquennat de François Hollande, le gouvernement aurait-il volontairement gonflé les prévisions de rentrées d'impôts de la loi de finance 2013 ? Dévoilé ce mercredi matin, un rapport de la Cour des comptes sur le budget 2013 de l'Etat sème le trouble en mettant en doute la «sincérité» des prévisions de Bercy.

« La loi de finance initiale pour 2013 prévoyait un montant de recettes fiscales de 298,6 milliards d'euros, avec une progression de près de 30 milliards par rapport à 2012 », résume la cour. Le hic, c'est que «l'exécution a été nettement inférieure». Il manque en effet, tout prélèvement confondu (TVA, impôt sur le revenu, impôt sur les sociétés etc.), au final, quasiment 15 milliards d'euros dans les caisses de l'État...

A qui la faute ? A la crise, plus grave que prévue ? Certes, les prévisions de croissance ont été revues à la baisse en cours d'année. Mais, pour la Cour, cela n'explique pas tout. L'administration a pêché par optimiste. En cause, notamment, son calcul de «l'évolution spontanée» des recettes fiscales. Il

s'agit de la variation des rentrées fiscales dépendant non pas des nouvelles mesures fiscales mais de mouvements incontrôlables par Bercy tels que l'enrichissement (ou l'appauvrissement) des Français. Selon la Cour, cette «évolution spontanée» a été «de -1,7 % contre 2,6% attendus, ce qui soulève la question de la qualité et de la sincérité des prévisions de recettes fiscales. »

Dans une réponse écrite à la Cour des comptes, le ministère des finances contre-attaque. «Nous estimons que les interrogations émises par la Cour sur la sincérité de recettes fiscales ne sont pas fondées», balaye le ministère. Pas de «trucage» des comptes, donc, selon Bercy. Reste à expliquer un tel écart. Bercy évoque un grand nombre de raisons techniques dont une évolution des revenus des particuliers et des entreprises plus mauvaise qu'escomptée. Ces explications n'ont pas franchement convaincu les sages de la rue Cambon. La cour «invite» l'administration «à une plus grande transparence» sur ses méthodes de calcul...

LeParisien.fr

III) Après la déroute des européennes, l'exécutif face aux chiffres du chômage



Par Le Nouvel Observateur avec AFP

Fin mars, malgré une quasi stabilisation, le nombre de chômeurs sans activité avait atteint un nouveau record : 3.349.300 en métropole.



Une femme devant une agence de Pôle emploi, le 20 novembre 2013 à Arras. (PHILIPPE HUGUEN/AFP)

Trois jours après la déroute de la majorité aux européennes, que le ministre du Travail François

Rebsamen attribue notamment au "ras-le-bol" des chômeurs, l'exécutif va affronter un exercice délicat mercredi à 18 heures : la publication du nombre d'inscrits à Pôle emploi fin avril.

Le Front national (24,85%) a remporté dimanche une victoire historique, devançant l'UMP (20,80%). De son côté, le PS est arrivé troisième (13,98%), enregistrant son plus mauvais score historique, tous scrutins confondus.

"Beaucoup de chômeurs ont émis un vote de ras-le-bol, de protestation", a estimé lundi François Rebsamen, en marge de la visite d'une agence Pôle emploi à Savigny-le-Temple (Seine-et-Marne). Pour y répondre, "il faut aller plus vite, plus fort, il n'y a pas d'autre priorité que l'emploi".

Fin mars, malgré une quasi stabilisation, le nombre de chômeurs sans activité avait atteint un nouveau record : 3.349.300 en métropole. Pôle emploi avait alors enregistré 1.600 nouveaux inscrits dans la catégorie A (sans aucune activité) et 11.700 en incluant ceux qui exerçaient une petite activité.

"On va y arriver, j'en suis sûr"

Et selon l'Unédic, il ne faut pas attendre de baisse dans l'immédiat. Dans ses prévisions publiées la semaine dernière, l'organisme qui gère l'assurance chômage table sur une poursuite de la hausse, mais à un rythme ralenti, avec 103.200 demandeurs d'emploi sans activité supplémentaires en 2014 et 60.000 en 2015.

François Rebsamen affiche malgré tout son optimiste :

« On va y arriver, j'en suis sûr, je suis confiant même si ça ne se fait pas du jour au lendemain avec une baguette magique. »

Si la situation s'est améliorée fin mars pour les moins de 25 ans (-0,8% en un mois, -2,6% en un an), elle a continué de s'aggraver pour les plus de 50 ans : +1% en un mois, +11,8% en un an.

Le gouvernement, qui a jusqu'à présent mis l'accent sur le chômage des jeunes, doit présenter d'ici la mi-juin un plan pour l'emploi des seniors. "L'alternance sera comprise dedans mais il y aura aussi des mesures que Pôle emploi devra mettre en oeuvre pour faciliter l'accueil, l'accompagnement, le suivi des seniors", a dévoilé François Rebsamen.

"Il faut la croissance"

Tous âges confondus, l'exécutif mise sur le pacte de responsabilité, et ses 30 milliards d'euros de crédits d'impôt (CICE) et d'exonérations de cotisations patronales, pour créer jusqu'à 500.000 emplois à l'horizon 2017.

Mais le ministre du Travail a concédé à la mi-mai qu'une croissance nulle ne permettrait pas de créer des emplois, après que l'Insee eut annoncé une stabilité du PIB au premier trimestre alors que Bercy tablait sur une croissance de 0,1%.

"Une fois qu'on a mis en place tous les dispositifs de lutte pour l'emploi, après il faut la croissance, c'est vrai", a-t-il admis.

Malgré les chiffres du premier trimestre, le gouvernement a maintenu ses prévisions de croissance pour 2014 (1%) et pour 2015 (1,7%). Les économistes estiment en général que l'économie crée des emplois à partir d'une croissance moyenne annuelle de 1,5%.

"Mon obsession, mon combat"

De son côté, l'OCDE ne prévoit pas de baisse du chômage en métropole avant "fin 2015", tandis que la Commission européenne table, Outre-mer inclus, sur une hausse en 2014 et une baisse en 2015.

A plus long terme, François Rebsamen s'est fixé l'objectif de ramener le nombre de chômeurs sans activité "le plus près possible des trois millions" d'ici la fin du quinquennat de François Hollande en mai 2017.

La baisse du chômage est "mon obsession, mon combat", a pour sa part déclaré début mai le président de la République, estimant qu'il n'aurait pas la crédibilité nécessaire pour briguer un deuxième mandat si le chômage ne baissait pas d'ici 2017. Lundi, François Hollande a réaffirmé que "la priorité, c'est la croissance, c'est l'emploi, c'est l'investissement".

Depuis son élection en mai 2012, près de 425.000 nouveaux demandeurs d'emploi sans activité ont poussé la porte de Pôle emploi. L'établissement n'a plus enregistré de baisse des inscriptions depuis octobre 2013.

IV) Jean-François Copé défend son honnêteté et annonce qu'il continuera la politique



Jean-François Copé
© AFP

Le président démissionnaire de l'UMP Jean-François Copé a déclaré mardi soir à TF1 qu'"une page se tourne" et qu'il "fera de la politique autrement".

Est-ce la fin de votre carrière politique ? "En tout cas, c'est une page qui se tourne, je ferai désormais de la politique autrement, mais toujours avec cette même idée qui m'anime depuis toujours, l'amour de mon pays, au service des Français".

Dans une interview d'un peu moins de dix minutes, le député-maire de Meaux a demandé aux Français de "ne pas douter" de son "intégrité", ajoutant que "des collaborateurs" avaient "abusé de (sa) confiance".

"Les yeux dans les yeux", M. Copé a dit que "son honnêteté" était totale et a soutenu avoir "découvert" le système de fausses factures de l'affaire Bygmalion uniquement "il y a douze jours", après le premier article paru dans Libération. "Il n'y a pas eu de système d'alerte".

Alors qu'on lui demandait s'il avait péché par mensonge ou par incompétence, il a répondu: "En tant que président de l'UMP, bien sûr que j'ai cette responsabilité globale mais je ne me dérobe pas".

"Quand j'ai appris tout ça, oui, oui, une partie du ciel m'est tombée sur la tête. C'est une épreuve personnelle par rapport à des gens auxquels j'ai fait confiance", a-t-il confié.

Figurant dans le bas du classement des personnalités préférées des Français, M. Copé a lâché: "Si le fait que je parte de mes fonctions permette aux Français de mesurer que je suis très loin des caricatures qu'on fait de moi, ça aura au moins servi à quelque chose."

Auparavant, revenant sur le bureau politique de l'UMP ayant conduit à sa démission, il avait tout de même sorti les griffes, expliquant ainsi sa décision: "Je ne voulais pas voir revenir le spectre de la division, qu'on retrouvait dans l'oeil gourmand de quelques-uns qui se sont exprimés" dans le sujet diffusé par TF1 retraçant la réunion.

Le congrès de l'UMP prévu pour le 12 octobre doit désigner un nouveau président lui succédant et succédant à la direction collégiale des trois anciens Premiers ministres Jean-Pierre Raffarin, Alain Juppé et François Fillon qui prendra ses fonctions le 15 juin.

L'ancien porte-parole du gouvernement pendant le deuxième mandat de Jacques Chirac a jugé "très

important qu'on refonde la ligne politique à la suite des élections municipales et des élections européennes."

"Ce congrès du mois d'octobre sera pour cela déterminant", d'après lui.

publicsenat.fr

V) Michel Wieviorka : « Face à la débâcle des socialistes, les intellectuels doivent sortir de leur silence »

Après le désastre, la gauche peut-elle se reconstruire ? Il faudra pour cela qu'un ensemble massif de conditions soient réunies : le défi est colossal. Un premier élément tient à l'avenir du Front national. Avec une bonne douzaine de villes conquises, et quelque 1 300 conseillers municipaux, il s'enracine par le bas, et entend à partir de là monter en puissance, conquérir diverses positions, régionales, nationales, et se constituer, selon le vocabulaire de Marine Le Pen, en parti de gouvernement.

La force « antisystème » se comporte désormais en acteur cherchant à s'installer au cœur du système. Le FN, dans cette stratégie, a besoin d'apparaître comme un parti respectable, d'être « dédiabolisé » – une logique que la droite décomplexée, en lorgnant ses idées, a largement facilitée. Mais le FN marche sur deux jambes, et cette respectabilité ne l'empêche pas de demeurer la force politique qui capitalise le racisme, la xénophobie et l'antisémitisme, la haine des migrants, l'hostilité sans compter vis-à-vis de l'islam.

Un succès à relativiser

Il est possible que le FN parvienne à mieux gérer les villes qu'il dirige que lors de l'expérience des années 1990, à Toulon ou à Vitrolles. Qu'il puisse continuer à se montrer comme respectable tout en étant l'expression politique du mal, quitte à le masquer sous des références à la République. Quitte aussi à affirmer que l'extrême droite, ce n'est pas lui mais d'autres, qui ont commencé à se manifester lors des manifestations de « jour de colère ».

Mais il perdra alors une partie de sa charge sulfureuse, qui est congénitale dans son attractivité, il cessera progressivement d'être protestataire, voire de gêner la droite classique, au risque de se fondre en elle, un peu comme le fit en Italie le MSI de Gianfranco Fini, ce leader néofasciste rejoignant Silvio Berlusconi et dont le parti n'existe plus. Et cessant d'être aussi nettement protestataire que par le passé, il ne pourra plus fonctionner aussi aisément sur le mode mythique du discours populiste, qui n'est jamais embarrassé par les contradictions.

Les résultats du FN sont un succès qu'il faut relativiser en observant qu'ils sont du même ordre de grandeur que ceux des municipales de 1995. S'il peut s'attendre à un bon score lors des prochaines élections européennes, l'avenir plus lointain n'est pas obligatoirement fixé. Les lendemains chanteront d'autant moins pour le FN si la gauche parvenait à répondre aux attentes de l'électorat « gaucholepéniste », selon l'expression de Pascal Perrineau, un électorat que le nationalisme, le racisme ou la xénophobie flattent sans régler ses problèmes.

La droite classique est la grande gagnante de ce scrutin, et il faut d'abord s'en étonner. Elle est sans leadership affirmé, comme on l'a vu lors des affrontements récents entre François Fillon et Jean-François Copé, sans programme, atteinte moralement par les affaires Bettencourt, Karachi et autres, sans parler de ce que révèlent de Nicolas Sarkozy les écoutes policières et les enregistrements privés de son proche conseiller Patrick Buisson.

La gauche à la dérive

La leçon en est claire : ce n'est pas tout le système politique français qui est en crise, mais la gauche au pouvoir. Celle-ci est aujourd'hui à la dérive, et il est malheureusement trop facile de décrire les errements du chef d'Etat, son absence de vision à long terme, son incapacité à équilibrer justice sociale et efficacité économique, ses méthodes actuelles de gouvernement, collant à l'actualité, et faites d'avancées vite suivies de recul, de refus d'aborder de front certaines difficultés. Le vote aux municipales est venu dire que tout ceci n'était plus acceptable, ni accepté, et qu'il ne s'agit pas d'un simple problème de communication.

Il y a deux ans, François Hollande recevait le soutien sans nuances ni réserves de tous ceux qui

s'étaient sentis concernés par les primaires socialistes, qu'ils aient été de son côté ou de celui des autres candidats. Tous ont joué le jeu, et depuis lors, la plupart ont refusé d'étaler leurs critiques ou leurs divergences de vues. Le Parlement n'a guère compliqué le travail de l'exécutif, et les intellectuels de gauche n'ont guère fait preuve d'esprit particulièrement critique.

Mais cela ne saurait durer. Si une autre politique doit s'inventer à gauche, mobilisatrice, réaliste aussi, conjuguant justice sociale et réussite économique, alors, elle ne peut venir que d'autres que ceux qui ont failli, alors qu'ils détenaient, jusque-là, tous les pouvoirs à l'Assemblée nationale, au Sénat, dans la plupart des villes, dans les régions. La pression pour le changement doit être incitative, et pourrait mobiliser au moins deux groupes importants : les parlementaires et les intellectuels.

Les parlementaires de gauche savent très bien qu'une prochaine étape de la descente aux enfers les emportera, et ils incarnent un pouvoir législatif beaucoup trop à l'écoute des demandes du pouvoir exécutif. Il est grand temps qu'ils fassent entendre leur voix, qu'ils élaborent des propositions politiques collectives, et qu'ils fassent savoir qu'ils ne voteront pas comme des godillots la confiance qui leur sera demandée dans quelques semaines.

Peu d'espace pour s'exprimer

Une telle démarche exige du courage, elle aurait l'avantage de revaloriser leur fonction. Les entendre, pour l'Élysée et le nouveau gouvernement, vaudra évidemment mieux que de menacer d'une dissolution de l'Assemblée synonyme de perte de toute légitimité pour le chef de l'État.

Les intellectuels ont été bien silencieux au cours des deux dernières années, et on ne les a pas vus sur les plateaux de télévision lors de la campagne puis des soirées électorales. Celles-ci ont même donné le spectacle, très « post-démocratique », selon l'expression du politologue anglais Collin Crouch, de débats au sein d'un petit monde, et, plus largement, d'une démocratie réduite aux acteurs purement politiques, et aux représentants des médias et des instituts de sondages.

Il faut dire que les intellectuels n'ont guère eu d'espace pour s'exprimer sauf à se constituer en

experts au service du pouvoir : ou bien ils faisaient part de critiques, ce qui est leur fonction, et risquaient d'apparaître comme complices des difficultés de leur camp, ou bien ils se taisaient, ce qu'ils ont généralement choisi de faire. Le moment n'est-il pas venu, pour eux aussi, d'en finir avec le silence et de contribuer à animer le débat politique ?

Personne, à gauche, ne peut souhaiter que l'expérience française entamée en 2012 s'achève comme celle d'un Zapatero en Espagne, personne, non plus, ne peut se contenter d'un remaniement gouvernemental, comme si en changeant quelques têtes, ou en en faisant tomber, on allait régler les problèmes de fond. Manuel Valls a la plus vive conscience de l'importance du Parlement, et il s'intéresse aux idées et à la vie intellectuelle.

Mais la renaissance de la gauche implique un travail sur la longue durée, et qui ne peut pas être confié aux seules équipes du pouvoir exécutif.

Michel Wieviorka

LAPRESSEENREVUE.EU

Suite aux résultats des élections européennes



Les résultats des élections européennes ont produit un second choc qui ébranle comme jamais notre République, deux mois après la défaite municipale. La gauche au pouvoir, pour reconquérir la confiance et l'adhésion des Français, doit accepter de profondes remises en causes, et agir autrement. Il est temps de retrouver l'esprit et les engagements de 2012, et c'est pourquoi nous proposons une nouvelle politique.

Dès aujourd'hui, nous travaillons à une plate-forme, prolongeant l'appel des Cent, pour contribuer avec d'autres, à sortir de l'impasse. Nous appelons le Président de la République à considérer, enfin, que sa majorité toute entière est disponible pour un dialogue sincère et utile au redressement du pays.

En Europe, la France est plus que jamais porteuse d'un message d'une grande clarté : l'austérité n'est pas une politique acceptable

et durable, pour les Français comme pour les autres. L'aveuglement comptable conduit aux dérives des politiques publiques. Dès la prochaine rencontre européenne, nous demandons au Président d'inviter l'Union européenne à réviser le calendrier et le contenu des règles budgétaires qui étouffent la croissance. 3%, programme d'investissements massifs, préservation des dépenses d'avenir : éducation, innovation, recherche. L'Europe ne peut continuer comme avant le 25 mai. Ce fut un « 21 avril » européen.

En France, au Parlement, nous défendrons un projet de relance de l'économie efficace et juste. Représentants du peuple, nous prendrons nos responsabilités.

Nous proposerons et ferons voter les lois indispensables à cette nouvelle étape. A l'heure où la croissance ne repart pas et où toutes les prévisions confirment la hausse du chômage jusqu'à fin 2015, nous défendons :

- Plus de moyens pour une politique économique ciblée, fixant des contreparties en investissements et en emplois à une mobilisation sans précédents des moyens de la puissance publique.
- Plus de pouvoir d'achat par une réforme de justice fiscale, et la progression maintenue des prestations sociales.
- Plus d'ampleur des politiques pour l'accès à l'emploi des jeunes, des chômeurs de longue durée et des seniors

Notre plate-forme proposera de relancer la régulation des activités financières, les investissements publics locaux, la transition écologique et de revitaliser la démocratie et les services publics dans les territoires dont le vote a confirmé hier la conviction d'abandon.

Face à l'extrême-droite qui s'enracine, et à l'Ump qui a facilité sa progression, nous voulons redonner de l'espoir. Nous avons trois ans pour démontrer que la gauche française sait collectivement se hisser à la hauteur de cet enjeu historique.

A Suivre...
La Presse en Revue